

## **"DÉLÉGITIMER L'OTAN"**

**intervention au contre-sommet de Bruxelles  
25 mai 2017, Session plénière finale à 16h**

**Francis Wurtz**

L'un des moyens de délégitimer l'OTAN pourrait être de montrer qu'elle est, depuis près de 10 ans, l'obstacle No1 à la signature d'un traité de sécurité collective entre tous les États du continent, une sorte de Conférence d'Helsinki 2. Nous en avons la preuve.

J'ai été président du groupe GUE-NGL, au Parlement européen, de 1999 à 2009. À ce titre, j'ai, malheureusement, pu suivre de près le torpillage, par les dirigeants des principaux pays de l'UE, d'une opportunité historique : celle de mettre sur pied le "traité paneuropéen de sécurité" qui nous fait cruellement défaut. L'épisode est, hélas, peu connu. Nous gagnerions à le faire connaître, non seulement pour délégitimer l'OTAN, mais surtout pour favoriser la mobilisation en faveur d'un grand objectif de paix : le lancement d'une grande Conférence européenne de sécurité et de coopération.

L'occasion manquée en question remonte à juin 2008. C'est le Président russe de l'époque, Dmitri Medvedev, qui, dans un discours à Berlin, propose aux États européens d'ouvrir des négociations en vue d'aboutir à la signature d'un "traité paneuropéen de sécurité". Il dit vouloir ainsi "liquider définitivement l'héritage de la guerre froide", en mettant sur la table tous les contentieux -du désarmement aux "conflits gelés" et jusqu'aux garanties d'approvisionnement en hydrocarbures- pour arriver à conclure "un traité légalement contraignant".

L'article 1 de ce traité était essentiel. Il devait, selon son concepteur, préciser les conditions d'une "sécurité indivisible" : toute mesure de sécurité d'un État signataire du traité devait prendre en considération les intérêts de sécurité de tous les autres pays signataires. En filigrane, cela signifiait pour les États occidentaux de renoncer à poursuivre l'élargissement de l'OTAN vers l'Est jusqu'aux frontières de la Russie et d'abandonner leur projet de "bouclier antimissiles" -deux décisions jugées par les Russes attentatoires à leur sécurité.

Cette seule exigence, pourtant légitime parce que réciproque -puisque Moscou se disait prête à s'abstenir également, pour sa part, à toute mesure vue en Occident comme mettant en cause sa propre sécurité- a dicté la réaction des dirigeants européens : un silence méprisant. Aucune réponse officielle ne fut faite à la proposition de Medvedev. En revanche, des commentaires informels, il y en a eus de nombreuses dans les milieux diplomatiques des États de l'UE -toutes dans le même sens : "Pas question de donner à la Russie un droit de veto sur les décisions de l'OTAN, qu'il s'agisse de l'élargissement à l'Est ou du bouclier antimissile"; "pas question de concéder à Moscou un droit de regard sur les opérations militaires de l'OTAN"; "pas question de donner à la Russie une garantie durable de non-adhésion de l'Ukraine à l'OTAN", etc... Bref, l'obstacle énoncé dans tous les cas à un traité paneuropéen de sécurité, c'est l'OTAN.

Je pose donc la question : ne devrions-nous pas favoriser la reprise de cette idée de "Conférence d'Helsinki 2" pour en faire un grand dessein rassembleur pour les forces de paix ? Ce projet pourrait reprendre de l'expérience de la Conférence de 1975 tout ce qui en reste d'actualité : le non-recours à la force ou à la menace; l'intégrité territoriale ; le règlement pacifique des conflits; et aussi son approche globale de la sécurité, englobant, outre ses aspects militaires, ses dimensions économiques, humaines et environnementales. A mes yeux, notre projet devrait également intégrer ce concept de "sécurité indivisible" (aucune décision de sécurité mettant en péril la sécurité d'un autre État signataire)

Et surtout, la principale innovation devrait résider dans l'implication permanente de la "société civile" -citoyens et particulièrement les jeunes; mouvements sociaux; militants et militantes de la paix; femmes et hommes de culture; scientifiques; médecins et personnels de santé; enseignants...- dans ce processus nécessairement de longue haleine. (Souvenons-nous que "Helsinki" a nécessité quelque 2400 réunions internationales préparatoires ! ) Quelle expérience en matière de culture de paix pourrions-nous ainsi contribuer à générer, en travaillant à recréer de la confiance, de l'esprit de coopération, de l'exigence de prévention des conflits...

Ce que l'on a pu réaliser il y a plus de quarante ans, sur un continent divisé entre deux systèmes antagoniques, il n'est pas absurde d'imaginer y parvenir plus d'un quart de siècle après la fin de la guerre froide. Certes, un tel traité de sécurité n'offre pas une garantie absolue de succès, mais en laissant faire l'OTAN, nous avons la garantie de l'échec.